



L'OMBRE DE L'AUTORITÉ & DES RAYONS DE LIBERTÉ



Comme les autorités s'attendaient à la mi-mai à une réunion assez houleuse de la commission de concertation, qui doit rédiger un avis concernant la construction de la future maxi-prison, des mesures de sécurités assez conséquentes avaient été prises. A part les dizaines de flics qui rôdaient autour du bâtiment et un contrôle poussé à l'entrée (avec fouille de sac), le plus remarquable c'était qu'une partie des membres de la commission, pour leur sécurité, a préféré être à l'ombre dans la salle de la réunion. Pour qu'on ne puisse pas se souvenir des visages de ceux qui collaborent à ce qui doit devenir la plus grande prison de l'histoire belge.

Mais ailleurs à Bruxelles, cette même après-midi, pendant qu'un soleil cherchait obstinément à rayonner, une vingtaine de personnes masquées se sont introduites dans les bureaux de la Régie des Bâtiments, agence fédérale entre autre responsable pour la construction des nouvelles prisons, et y ont saccagé la maquette de la maxi-prison. C'est dans la fureur de l'action que la liberté s'affirme, contre vents et marées, contre les intimidations policières et les calomnies médiatiques, contre les "opposants" qui condamnent la lutte directe et autonome et contre ceux qui ont fait de l'hypocrisie, du double jeu, soit, de la politique, leur fond de commerce.

« En tout cas, je tiens pour inévitable que nous (un "nous" constitué de millions de "je"), nous intimidions ceux qui ont le pouvoir et nous menacent. Nous n'avons pas d'autre issue que de répondre à leurs menaces par d'autres menaces et de neutraliser ces hommes politiques qui, d'une façon totalement inconsciente, se résignent à la catastrophe ou contribuent même activement à la préparer. »

LA MERDE AIME CÔTOYER LA MERDE

Contre la maxi-prison, ses défenseurs et ses faux critiques

À la mi-mai, on a eu droit à une petite avalanche de merde dans la presse. Les journalistes se sont pressés pour jeter leur lumière sur la lutte contre la maxi-prison. Scandalisés par le fait que cette lutte ne parcourt pas les chemins légaux et préconise l'action directe et l'auto-organisation pour empêcher la construction de ce nouvel enfer carcéral, qu'elle ne s'adresse pas aux institutions et aux politiciens mais fraye son chemin dans les quartiers populaires de Bruxelles (et pas seulement), qu'elle n'a rien à partager avec les journalistes et tout à dialoguer avec d'autres révoltés, ils n'ont pas hésité à la qualifier de « guérilla urbaine » et de l'incontournable « terrorisme ».

Depuis les deux ans que s'acharne cette lutte et contrairement à toute la cliqué politicienne et les citoyennistes bienveillants, on n'a pas mâché nos mots : pour empêcher cette maxi-prison, il faut mener un combat direct et offensif. S'auto-organiser en dehors de toute structure officielle, prendre la parole dans nos propres espaces de lutte et dans la rue (et pas devant les micros des journalistes ou sagement assis à la table avec nos ennemis), agir par l'action directe et le sabotage contre les entreprises qui veulent construire cette maxi-prison et contre tout ce qui nous enferme au quotidien dans cette ville qui ressemble de plus en plus à un camp de concentration à ciel ouvert.

Que cette proposition de lutte, et la sympathie et l'enthousiasme qu'elle sait susciter partout chez celles et ceux qui en ont bien ras-le-bol de tout ce système pourri, déplaît fortement

au pouvoir ne nous étonne pas. Qu'elle déplaît aux journalistes, ces amplificateurs de la voix du pouvoir, ne nous fait que sourire. Que cela rende nerveux les promoteurs et les constructeurs de cette œuvre de la répression est dans la logique même des choses. S'ils pensaient pouvoir en toute tranquillité et en étant applaudis par tout le monde construire cette prison et se faire du fric sur la misère des autres, ils se sont bien trompés.

Si notre réponse à la presse a été de les ignorer froidement en continuant notre lutte, loin des caméras et des endroits où les vautours des médias aiment s'amasser (les journalistes savent bien qu'on les accueille à coup de pierres dans les quartiers et ne s'y aventurent donc que rarement sans protection de leurs copains en uniforme), celle d'autres gens qui s'opposent à la maxi-prison a été bien différente. Comme à « l'occupation symbolique » (ce sont leurs propres mots) en cours du futur terrain de la maxi-prison, où plusieurs personnes ont senti la nécessité de déclarer devant les caméras qu'ils s'opposent aux « faits criminels » et qu'ils sont « pacifistes ». Tellement pacifistes de préférer côtoyer des magistrats (ils font même partie de leur plate-forme citoyenne contre la méga-prison, ces mêmes magistrats qui condamnent jour après jour des gens à crever en taule), des élus, des journalistes, des flics de se voir associé à la « racaille », aux « criminels », aux « clandestins », aux « pauvres », aux « violents ». « Il faut arrêter de faire l'amalgame », déclarait

une porte-parole de l'opposition légaliste (qui croit pouvoir arrêter la maxi-prison à coups de participation citoyenne, de pétitions, d'interviews, d'actions ludiques). Et bien, bizarrement, on est d'accord : un abîme profond sépare celles et ceux qui luttent de façon autonome et directe, en agissant dans les quartiers et en agissant de jour comme de nuit, de ceux qui préfèrent les conférences officielles, une plus petite maxi-prison, quelques carot-



tes. Jour après jour, action après action, cet abîme se creuse : soit on lutte contre le pouvoir qui veut imposer cette maxi-prison, soit on lèche le cul au pouvoir, ses lois et ses défenseurs, peu importe les « bonnes intentions » qu'on imagine avoir.

« Nous n'avons rien à voir avec ces actions » affirmait un « occupant » du terrain à Haren, parlant des actions de sabotage contre les entreprises et les responsables du projet de maxi-prison.

Un bureau d'architectes attaqué à plusieurs reprises

Le bureau d'architectes CERAU, qui a dessiné les plans de la nouvelle prison de Marche-en-Famenne, a été confronté, selon ses dires, plusieurs fois à des faits qui ont remis les pendules à l'heure concernant leur responsabilité dans l'édification d'une horreur telle qu'une prison. La première fois, un grand tag "Dessine des cages, récolte notre rage" est apparu sur la façade de leur bureau. La deuxième fois, toutes les vitres de leur secrétariat donnant sur la rue seront cassées.



RICOCHETS est un bulletin né au sein du combat contre la construction d'une maxi-prison au nord de Bruxelles. C'est un combat en dehors de tout parti et organisation officielle, un combat qui propose d'empêcher directement, concrètement, par nous-mêmes, la construction de cette nouvelle taule.

C'est un vaste combat, car la maxi-prison est le projet emblématique des temps qui courent : un serrage de vis général, une accentuation de la répression, un violent réaménagement de la ville en fonction des besoins du pouvoir et de l'économie...

RICOCHETS a pour but de partager les nouvelles de cette lutte, de diffuser ses différentes expressions, de l'approfondir par des réflexions critiques. Il entend créer un espace autonome de liaison entre celles et ceux qui se battent directement contre cette nouvelle prison et ainsi ouvrir une possibilité : celle que leurs actions puissent faire des ricochets dans un élan incontrôlable.

S'il faisait là sans doute déjà un amalgame en s'arrogeant le droit de parler au nom des autres occupants, il cherchait à torpiller un aspect fondamental de notre proposition de lutte : la solidarité entre révoltés, l'hostilité contre l'Etat et ses sbires. Si d'autres prétendaient, encore sur invitation des journalistes, que l'auto-organisation et l'action directe « décrédibilisent la lutte », la réponse vient presque toute seule : mais de quelle lutte vous parlez ? Pas la nôtre en tout cas.

LE PASSAGE // RUE ROSSINI 11 1070 ANDERLECHT LOCAL DE LUTTE CONTRE LA MAXI-PRISON

Passez pour discuter, rencontrer d'autres personnes en lutte contre la maxi-prison, partager des bonnes nouvelles, trouver des infos, des affiches, des tracts, des journaux issus de la lutte, imaginer comment faire pour empêcher que cette horreur carcérale se réalise...

Mercredi 10 juin 19h30 - Projection Conversation avec les mères de José Tarrío et Gabriel Pombo da Silva Dans ce documentaire, les deux mères parlent du parcours de leurs fils, des anarchistes qui ont passé et lutté de très nombreuses années derrière les barreaux, en Espagne et en Allemagne. José

est décédé en 2005 suite à son enfermement, Gabriel se trouve actuellement encore détenu en Espagne. Elles jettent un regard virulent sur la fonction de la prison dans cette société de dominants et de dominés, d'opresseurs et d'opprimés, de riches et de pauvres.

Mercredi 17 juin 12h (à midi !) - Bouffe Une dent contre les taules ? A celles et ceux qui ont soif de liberté et très faim, venez partager un coup de fourchette et un bout de discussion !

Samedi 20 juin 12h (à midi !) - Repas Repas de soutien à la lutte

Une invitation à se retrouver autour d'un bon repas chaud. Le repas est à prix libre (tu donnes ce que tu veux) en soutien à la lutte contre la maxi-prison.

Mercredi 24 juin 19h30 - Discussion La maxi-prison : big business Si les nouvelles prisons servent l'Etat pour renforcer son pouvoir et la répression, elles rapportent aussi des tonnes de fric à des entreprises de construction, des bureaux d'architectes et d'ingénieurs, des banques, ... Décoriquer les intérêts économiques et financiers derrière la construction de la maxi-prison peut dès lors indiquer des

chemins pour s'y opposer radicalement.

Samedi 27 juin 19h30 - Soirée musicale Chanson révolutionnaire hispanique La musique a joué un rôle fondamental dans l'expression et la diffusion des idées subversives à travers l'histoire, comme pendant les moments d'intenses luttes de la révolution espagnole. Dans la musique populaire d'Amérique du Sud, on entend également les identités, les couleurs, la langue des révoltés avec son contexte historique. Venez partager quelques morceaux de cette immense richesse de la chanson révolutionnaire hispanique.

Ouvert tous les mercredis de 17h à 20h & tous les samedis de 17h à 20h



LA POLICE TORTURE, LA JUSTICE COUVRE



L'Etat enferme, torture et opprime. Attaquons l'Etat !

Récemment, neuf flics de la zone du Midi, inculpés de violences et de mauvais traitements de détenus à la prison de Forest, ont été acquittés sur toute la ligne. En 2009, ils avaient pénétrés dans la prison après que les gardiens aient annoncé une grève. Les flics s'y étaient comportés comme les lâches salauds qu'ils sont aussi en dehors des murs de la prison : vexations, intimidations, violences physiques, sévices, tortures. Ils avaient profité de la situation pour se venger contre de vieilles connaissances et pour donner libre à leur petit égo au détriment des détenus. Une partie des flics présents n'avaient même pas reçu l'ordre d'aller à la prison, mais s'y étaient rendus volontairement.

Aujourd'hui, six ans plus tard et suite à des plaintes répétées de détenus, la Justice a couvert ces tortionnaires en uniforme. Certes, il a été admis qu'il y avait eu de la violence. Mais le tribunal a statué que cette violence était « justifiée ». Qu'elle n'était pas « excessive » ni « disproportionnée ». Qu'elle fait partie du « fonctionnement normal de la police ». Ce jugement du tribunal ne devrait pas nous étonner, ils sont tous vrais. L'Etat voudra toujours le monopole absolu de la violence. Il n'hésitera jamais à utiliser la violence qu'il estime « nécessaire », « normale » et « justifiée » pour défendre sa position de pouvoir : brutalités violentes lors d'arrestations, tortures dans les prisons, cadavres dans les commissariats... Les bourreaux en question en sortiront toujours avec les mains blanchies, ils seront toujours couverts par l'appareil judiciaire – car tous ces hypocrites en uniforme, en cravate ou en toge savent trop bien que cette violence fait fondamentalement partie du fonctionnement

du pouvoir. Et que le pouvoir ne peut pas s'en passer.

En 2009, quand les nouvelles des événements à la prison de Forest arrivaient dans les quartiers bruxellois, une solidarité ardente se mettait en marche. A Anderlecht et à Forest, des émeutes éclataient, des gens se réunissaient et attaquaient les flics. Le commissariat à côté de la maison communale d'Anderlecht sur la Place du Conseil était pris d'assaut et brûlait entièrement suite à des jets de cocktails molotov. A la prison d'Andenne, les prisonniers se révoltaient en solidarité et montaient sur le toit. C'était une vague d'actes à couper le souffle qui déferlait dans un désert d'apathie. C'était un feu de reconnaissance mutuelle qui faisait impitoyablement fondre la distance autrement si grande que voudrait imposer la prison entre ceux à l'intérieur et ceux à l'extérieur.

La terreur étatique de violences devenues banales symbolise le vrai visage du système et efface en fin de compte toute notion de liberté dans cette société. Si on laisse cependant inentamé le monopole de la violence de l'Etat, il se renforcera toujours plus et aura toujours le dernier mot. La violence des flics a déjà arraché des proches, détruit des vies et massacré des gens. Mais que cela ne nous empêche pas de trouver néanmoins la force pour faire ce qu'il nous reste à faire : attaquer ! Briser leur monopole en agissant violemment contre l'oppression, contre l'Etat et contre sa torture quotidienne ! Par des actes qui embrassent autant la vengeance que la liberté reconquise.

« Votre responsabilité ne s'arrête pas au pas de votre porte »

Dans la nuit du 17 au 18 mai 2015, à trois endroits différents à Bruxelles, des slogans contre la maxi-prison ont été peints sur des domiciles privés. Et pas n'importe lesquels : le domicile de Rudi Vervoort (ministre-président de la Région bruxelloise) où aussi un mélange de fumier et de goudron a été déversé sur le pas de sa porte ; la maison d'un de ces collaborateurs et

le domicile d'une personne, ancienne directrice de la prison de Forest, qui était la responsable francophone du développement du projet de prison à Haren. *Etait*, car après ces faits, par « crainte pour sa sécurité », elle a démissionné, renonçant à poursuivre sa collaboration à cette œuvre de la répression.

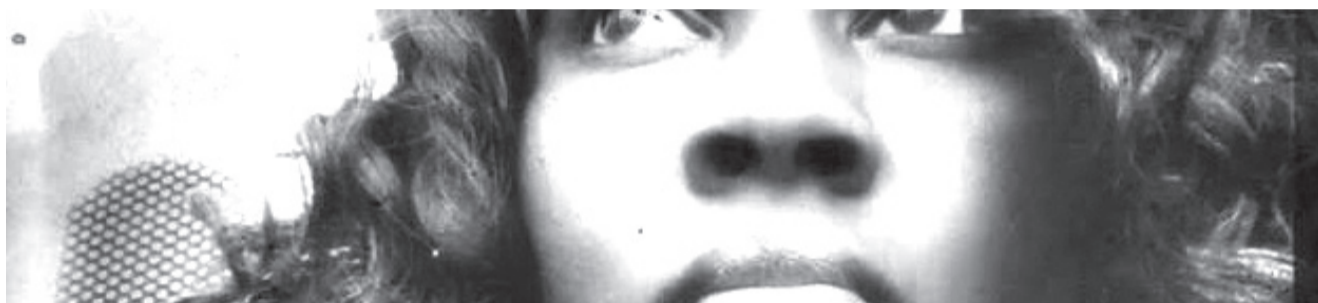
À BAS LES FRONTIÈRES

Interview avec Saïd, en lutte dans le mouvement des sans-papiers

Saïd a quitté le Maroc, il y a quelques années maintenant. Il s'est d'abord arrêté en Grèce où il a commencé à lutter dans le mouvement des sans-papiers après sa sortie de centre fermé. En 2008, il a entamé une grève de la faim pour obtenir une régularisation. Après 25 jours, lui et ses compagnons ont obtenu une régularisation de 2 ans, mais la lutte a continué. Le fascisme prenait de l'ampleur. En 2010, un de ses copains est tué par les fachos, il prend donc la direction de Bruxelles.

Comment vois-tu la lutte des sans-papiers à Bruxelles ?

« En 2012, plusieurs collectifs de sans-papiers luttent pour leur régularisation en faisant des manifestations, des communiqués... Mais la situation du mouvement est instable car on a peu d'expérience. De plus, derrière chaque collectif, il y a un comité de soutien (associations, citoyens, militants...) qui prescrit sa manière de faire. Ce ne sont pas les sans-papiers qui décident. »



« En 2015, le mouvement a évolué, le besoin de plus d'indépendance s'est fait sentir. Les sans-papiers font leur propre organisation avec la Coordination des sans-papiers Bruxelles. Ils rassemblent leurs efforts pour être plus efficace. On bouge sur la question des sans-papiers dans sa globalité c'est-à-dire toucher des autres points comme les centres fermés, Frontex, la question des frontières, la liberté de circulation... Il n'est pas toujours facile de lutter avec tous les groupes qui ont chacun leur propre analyse mais on essaye de sortir de l'isolement dans lequel la société veut nous mettre. Il faut aller plus loin que la régularisation. Et pour cela, il est important de lutter avec toutes les composantes de la société. »

Quelles sont les actions que toi et la coordination mettez en place ?

« Chaque lundi, il y a une manifestation à Art-loi et chaque jeudi, une manifestation part d'une occupation de sans-papiers. La première grosse mobilisation a été la Marche des sans-papiers qui s'est déroulée

le dimanche 3 mai avec plus de 2000 personnes dans les rues de Bruxelles : une marche pour la régularisation de tous les sans-papiers, pour la fermeture de tous les centres fermés, pour la liberté de circulation, l'arrêt immédiat des expulsions, l'arrêt de la criminalisation des immigrés sans-papiers, pour le droit d'accès à la formation et pour l'arrêt du racisme d'Etat. Une marche en direction du domicile du Premier ministre est bientôt prévue. La sensibilisation est importante pour faire une lutte commune et sortir de l'isolement. Comme les médias publics ne parlent pas de la situation des sans-papiers, il faut créer ses propres médias comme la radio (Emission de radio tous les mercredis sur Radio panik (87.7) de 18h à 21h). »

Qu'est ce que tu trouves intéressant dans la Coordination des sans-papiers ?

« Il est important d'être plus indépendant et donc important de créer sa propre coordination. Et que cette coordination sensibilise tous les sans-papiers, les conscientise au-delà des papiers. Il faut créer d'autres liens, comme par exemple suite à une discussion au Passage, « local de lutte contre la maxi-prison », quelques individus se sont mis ensemble pour lutter contre les centres fermés, avec les sans et les avec papiers. »

Quel est le lien entre la lutte des sans-papiers et la lutte contre les prisons ?

« La société joue sur la séparation et la division des gens, elle met des étiquettes. Les sans-papiers qui sont dans les centres fermés sont exclus du système comme les prisonniers. C'est un système fasciste qui se base sur des politiques capitalistes, le système veut qu'on consomme dans tous les domaines. On veut une société libre, vivre ensemble avec nos différentes couleurs. »

Des nazillons repoussés à Bruxelles // A deux reprises, des nazillons ont tenté d'intervenir dans des manifestations de sans-papiers à Bruxelles. La première fois, ils ont été repoussés par les manifestants et ont échappé, grâce à leurs amis policiers, à un beau tabassage en

règle. La deuxième fois, n'arrivant pas à s'approcher de la manif, ils se sont contentés de tabasser à cinq sans-abri qui les insultait. Fascistes et Etat marchent main dans la main dans la répression de ceux qui se soulèvent contre ce monde de prisons et de frontières.



LA FOIRE AUX FAUX ARGUMENTS

2

Ils disent : « Les facilités de la nouvelle prison sont mises en place pour le bien-être du détenu et ainsi l'aider à sa réinsertion dans la société »

Un des arguments récurrents pour la construction des nouvelles prisons – y compris pour celle de Haren – est qu'une prison moderne offrirait plus de possibilités au détenu pour se préparer à se réinsérer dans la société. Disons d'abord qu'il est plutôt paradoxal que l'institution même qui bannit et isole des gens de la société, les arrache de leurs relations, les met à l'écart, ait la prétention de se soucier sincèrement du bien-être

de l'ex-détenu après son séjour forcé dans les geôles de l'Etat.

On peut alors se demander de quelle réinsertion il s'agit, dans quel type de société et en particulier, à qui devrait bénéficier cette réinsertion. La réinsertion que l'Etat cherche à nous vendre vise surtout à renforcer les piliers de son système. Un système basé sur l'oppression et la

servitude, sur le fait de rester dans le rang, sur l'exploitation et la consommation. Une société capitaliste a besoin d'exploités, elle les éreinte pour faire tourner l'économie et cherche en même temps à les apaiser par des promesses de bien-être, d'ascension de l'échelle sociale et de citoyenneté. La réinsertion concerne ce qui est permis et ce qui ne l'est pas, mais va bien au-delà du seul terrain légal, puisqu'il s'agit également de déterminer et contrôler le comportement de chacun. Ces normes socialement acceptables produisent de petits citoyens apeurés, obéissants et manipulables, qui marchent au pas et ne remettront surtout pas en question la réalité existante. Pour les imposer, l'Etat mène des campagnes allant de la promotion de la citoyenneté au tri sélectif des déchets. Si tu veux sortir de prison, tu feras mieux de rester dans le rang, d'hocher la tête, car c'est ce qu'implique la réinsertion, dedans comme dehors : faire ce qu'on te dit de faire.

C'est ainsi qu'on arrive à la question de la société dans laquelle on prétend vouloir réinsérer les détenus. Une société qui produit elle-même les conditions poussant les gens vers la prison. Une société basée sur la concurrence, l'exploitation, en bref, le profit, toujours aux dépens des au-

tres. Si se dressent debout des individus qui n'ont plus envie d'attendre, qui ne veulent pas marcher dans les sentiers battus, la réponse de l'Etat est claire et nette : contenir, punir en les écartant de cette société qu'ils pourraient influencer. Le système génère les problèmes et va mettre à l'écart la personne qui enfonce la loi, pour ensuite glisser dans la peau de celui qui offre des solutions, à savoir la réinsertion, se dédouanant de toute responsabilité.

La réinsertion des détenus n'est pas là pour leur bien-être, mais pour protéger les rapports existants. Cela se voit aussi dans les mesures concrètes prises à l'intérieur. Les facilités qu'offre la nouvelle prison visent à insérer le détenu – comme à la prison de Beveren avec le système informatique Prison Cloud – dans la société technologique qu'est le monde aujourd'hui et le sera encore plus demain. Scruter internet pour trouver des offres d'emploi, se vendre, avoir à tout moment présent ses obligations bureaucratiques (plus d'excuses, elles sont toujours accessibles, un seul clic suffit). Et l'Etat ne s'en cache pas : ces outils technologiques permettent de contenir les possibilités de révolte et d'effacer toutes les différences entre les personnes, des êtres uniques, pour les réduire à des numéros de série.

Pour toute correspondance
Ricochets // Rue Rossini 11 // 1070 Anderlecht
ricochets@riseup.net



Pour plus d'infos
Local de lutte Le Passage // Rue Rossini 11 // 1070 Anderlecht
www.lacavale.be // cavale@riseup.net